



A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-30 du 18 novembre 2022

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Le Département du Commerce américain révoque le statut d'économie de marché de la Russie
2. Le Président Biden rencontre le Président Xi au cours d'une semaine marquée par plusieurs déplacements de son administration en Asie
3. Les États-Unis et Taïwan engagent les discussions sur leur nouvelle initiative commerciale

Climat – énergie – environnement

4. Le Président Biden renouvelle son engagement pour le climat et lance de nouvelles initiatives
5. La Maison-Blanche propose un plan pour protéger les chaînes d'approvisionnement fédérales des risques liés au climat
6. Le Département de l'Énergie américain a célébré le premier anniversaire de la loi bipartisane sur les infrastructures

Transport et infrastructure

7. Le Département des Transports américain inflige une amende de 7,25 M\$ à six compagnies aériennes en raison de délais de remboursement excessifs

Industrie

8. Le Département du Commerce américain dévoile les contours du futur centre technologique national pour les semiconducteurs prévu par le CHIPS and Science Act

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. Face aux menaces pesant sur la sécurité des secteurs agricole et agroalimentaire, le Président Biden signe un mémorandum
10. L'USDA annonce de nouvelles initiatives pour répondre aux défis climatiques lors de la COP27

Numérique et innovation

11. Les cadres dirigeants de Twitter démissionnent, dans le contexte de l'ultimatum d'Elon Musk aux employés, tandis que le Congrès et la FTC haussent le ton
12. Une coalition de 40 États fédérés obtient un règlement à l'amiable historique contre Google en matière de données de localisation

Santé

13. Les entreprises et les représentants des consommateurs appellent à maintenir les dispositions encourageant la télémédecine

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le Département du Commerce américain révoque le statut d'économie de marché de la Russie

Le 10 novembre, le Département du Commerce américain (DoC) a [annoncé](#) qu'il ne considèrerait désormais plus la Russie comme une économie de marché dans le cadre de ses enquêtes antidumping. Cette décision attendue, prise à l'issue d'une enquête ouverte en mai dernier, est justifiée selon le DoC par l'accroissement des distorsions de marché en Russie depuis l'invasion de l'Ukraine. L'administration américaine a en effet observé qu'une « forte implication de l'État dans l'économie a entraîné une distorsion des prix et des coûts en Russie, empêchant de déterminer avec précision si les entreprises russes fixent des prix loyaux pour leurs importations aux États-Unis ».

Cette décision permet au DoC d'utiliser désormais une méthode alternative de calcul des marges de dumping des importations en provenance de Russie, en se fondant sur des prix et coûts observés dans un pays à économie de marché de niveau économique comparable à la Russie plutôt que sur les prix domestiques pratiqués en Russie, désormais jugés non représentatifs. Par cette décision, la Russie se retrouve placée dans la même catégorie que la Chine au regard du droit antidumping américain, quelques mois après avoir été privée par le Congrès du bénéfice en droit américain de la clause de la nation la plus favorisée.

2. Le Président Biden rencontre le Président Xi au cours d'une semaine marquée par plusieurs déplacements de son administration en Asie

Les Présidents Biden et Xi se sont [rencontrés](#) en marge du sommet du G20 à Bali le 14 novembre. Sur le plan économique, le Président Biden a notamment souligné que les États-Unis continueront « de manière vigoureuse » leur compétition avec la Chine. Il a également rappelé sa préoccupation quant aux pratiques non marchandes de la Chine.

Le déplacement du Président Biden en Indonésie fait suite à sa [participation](#) au sommet annuel de l'Asie de l'Est (EAS) le 13 novembre au Cambodge lors duquel il a salué les progrès dans le développement du cadre économique pour l'Indopacifique (IPEF).

La Vice-Présidente Kamala Harris se [rend](#) également en Asie cette semaine, en Thaïlande pour la réunion des dirigeants de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) les 18 et 19 novembre puis aux Philippines pour discuter de l'IPEF.

La représentante au commerce Katherine Tai [participera](#) au sommet de l'APEC aux côtés de la Vice-Présidente. Avant son déplacement en Thaïlande, elle s'est [rendue](#) du 12 au 15 novembre à Singapour pour discuter de l'IPEF, notamment de l'assistance technique et de la coopération économique dans le pilier commercial « qui peuvent susciter des investissements et créer des opportunités d'accès au marché pour les entreprises ».

3. Les États-Unis et Taïwan engagent les discussions sur leur nouvelle initiative commerciale

Des délégations officielles américaine et taïwanaise se sont [entretenu](#) les 8 et 9 novembre à New York au sujet de l'« Initiative commerciale pour le 21^{ème} siècle », [lancée](#) le 1^{er} juin et dont le mandat de négociation a été [publié](#) le 17 août, après une première [réunion](#) inaugurale le 27 juin [voir Flash n° 2022-18 du 26 août 2022].

Lors de ces réunions qualifiées de « productives », les deux parties ont partagé leurs analyses sur les concepts clés à aborder dans les onze domaines commerciaux identifiés par le mandat : facilitation des échanges, bonnes pratiques réglementaires, lutte contre la corruption, PME, agriculture, réglementation, commerce numérique, travail, environnement, fonctionnement des entreprises publiques, pratiques non marchandes. Les deux parties se sont engagées à se rencontrer à nouveau « dans un futur proche ».

Brèves

- Le premier cycle de négociation de l'IPEF se [tiendra](#) en Australie à Brisbane du 10 au 15 décembre.
- La Commission sur le commerce international des États-Unis (USITC) a publié le 14 novembre une [étude](#) sur les effets redistributifs du commerce sur les travailleurs américains.
- Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 14 novembre des individus et entités impliqués dans un réseau permettant l'approvisionnement de la Russie en matériel militaire.
- Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 15 novembre plusieurs individus et entités pour la fourniture de drones iraniens à la Russie.
- Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 16 novembre plusieurs employés du média IRIB détenu par l'État iranien, pour leur participation aux activités de censure du gouvernement.

Climat- Énergie - Environnement

4. Le Président Biden renouvelle son engagement pour le climat et lance de nouvelles initiatives

Lors de son passage à Sharm El-Sheik à l'occasion de la COP27, le président Biden a annoncé de nouvelles initiatives dans la lutte contre la crise climatique.

L'administration américaine souligne dans son [communiqué](#) les mesures suivantes :

- le doublement de la contribution des États-Unis au Fonds d'adaptation afin de la porter à 100 M\$;
- une nouvelle enveloppe de plus de 150 M\$ pour accélérer les efforts du Plan d'urgence pour l'adaptation et la résilience en Afrique ;
- une nouvelle initiative pour aider l'Égypte à déployer 10 GW d'énergies éolienne et solaire tout en mettant hors service 5 GW de production inefficace d'électricité à partir de centrale à gaz ;
- le soutien à l'initiative « Climate Finance + » qui aidera les pays en développement à émettre des obligations vertes et le lancement de la *Sustainable Banking Alliance* pour approfondir les marchés financiers durables des pays en développement.

La Maison-Blanche souligne également le renforcement de la réglementation américaine sur le méthane dans le secteur pétrolier et gazier, permettant de réduire le méthane de 87 % par rapport aux niveaux de 2005.

5. La Maison-Blanche propose un plan pour protéger les chaînes d'approvisionnement fédérales des risques liés au climat

L'administration Biden [présente](#) un [plan](#) qui devrait obliger les principaux fournisseurs des entités fédérales à rendre publiques leurs émissions de gaz à effet de serre et les risques financiers liés au climat auxquels ils sont exposés. Le plan, intitulé *Federal Supplier Climate Risks and Resilience Rule*, obligerait également ces fournisseurs à fixer des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ce plan couvrirait environ 85% des émissions associées à la chaîne d'approvisionnement fédérale.

Le gouvernement fédéral américain est le plus gros acheteur de biens et de services au monde. Il a dépensé plus de 630 Md\$ en achats sur le dernier exercice fiscal.

Le gouvernement fédéral indique être confronté à des risques financiers importants liés au changement climatique. Les nouvelles règles devraient renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement fédérales jugées vulnérables.

6. Le Département de l'Énergie américain a célébré le premier anniversaire de la loi bipartisane sur les infrastructures

Au cours de la première année qui a suivi la signature de la loi bipartisane sur les infrastructures par le président Biden, le Department of Energy (DoE) [indique](#) avoir lancé des programmes offrant près de 40 Md\$ en opportunités de financement ou en assistance technique.

À cette occasion, le DoE a notamment mis en valeur les programmes suivants :

- 10,5 Md\$ pour moderniser le réseau électrique ;
- 7 Md\$ pour créer des *clean hydrogen hubs* ;
- 2,8 Md\$ pour le raffinage et le traitement des matériaux et composants de batteries au travers de 21 projets dans 12 États ;
- 2 Md\$ mise à disposition pour des projets de transport de dioxyde de carbone.

Selon le DoE, plus de 80 programmes, nouveaux ou déjà engagés, serviront d'épine dorsale à la transition vers les énergies propres. Ces programmes seront alimentés par les investissements combinés de la loi bipartisane sur les infrastructures et de l'*Inflation Reduction Act*. Le DoE a mis en place un [portail web](#) pour suivre la mise en œuvre de ces programmes.

Brèves

- Cette semaine, le DOE a [annoncé](#) un financement de 74 M\$ pour [10 projets](#) relatifs aux technologies et aux procédés de recyclage et de réutilisation des batteries de véhicules électriques.

Transport et Infrastructure

7. Le Département des Transports américain inflige une amende de 7,25 M\$ à six compagnies aériennes en raison de délais de remboursement excessifs

Le Département des Transports (DoT) a [annoncé](#) lundi l'application d'amendes individuelles s'échelonnant entre 750 000 \$ et 2,2 M\$ (pour un total s'élevant 7,25 M\$) à six compagnies aériennes, afin de sanctionner les délais, jugés excessifs, dans

le versement de certains remboursements dus à leurs clients, en vertu des règlements américains de protection des consommateurs. Les six compagnies concernées – une américaine (Frontier) et cinq étrangères (Air India, TAP Portugal, Aeromexico, El Al, Avianca) – ont versé des montants d'un total de 600 M\$ à leurs clients en compensation de vols qui avaient été annulés ou significativement modifiés. Dans son communiqué, le DoT rappelle avoir reçu, depuis le début de la pandémie de Covid-19, un flot de plaintes de la part de clients mécontents des délais de remboursement de certaines compagnies aériennes. L'administration fédérale rappelle à

cette occasion diverses actions qu'elle a engagées depuis en matière de protection des consommateurs, notamment : (i) la mise en ligne d'un [tableau de bord](#) indiquant les mesures de prise en charge et de dédommagement auxquelles ont droit les clients en cas de retard ou d'annulation de vols; (ii) une [proposition de règlement](#) fédéral relatif aux conditions de remboursement des billets d'avion encore soumis à consultations du public; (iii) une [proposition de règlement](#) fédéral relatif à la transparence des frais annexes dans le cadre de l'achat des billets d'avion.

Industrie

8. Le Département du Commerce américain dévoile les contours du futur centre technologique national pour les semi-conducteurs prévu par le CHIPS and Science Act

Le National Institute of Standards and Technology (NIST) du département du Commerce a précisé les modalités du futur National Semiconductor Technology Center (NSTC). Le CHIPS and Science Act, adopté en août dernier, prévoit 11 Md\$ d'investissements dans la R&D pour le secteur des semi-conducteurs, dont le NSTC sera l'élément central. Il s'agira d'un consortium public-privé réunissant les fabricants, concepteurs et fournisseurs de l'écosystème des semi-conducteurs, mais aussi des entités publiques ou des universités. Le NSTC aura pour mission de mener des programmes de recherche appliquée sur les

technologies disruptives, de soutenir les start-ups du secteur, de mener des actions de formations de main d'œuvre à destination de l'industrie, dans l'objectif de permettre aux États-Unis d'accroître leur avance technologique en matière de semi-conducteurs. Le NSTC est encore en phase de préfiguration; un appel à commentaires est en cours et le Département du Commerce organise des *workshops* dédiés regroupant toutes les parties prenantes. Les priorités du DoC sont actuellement d'identifier les champs d'action prioritaires du NSTC, d'en définir les modalités de gouvernance, et de d'identifier un panel de candidats potentiels pour en prendre la tête. Le DoC publiera un livre blanc au premier trimestre 2023 qui résumera les résultats des analyses en cours, la structure de gouvernance du NSTC et son modèle opératoire et financier.

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. Face aux menaces pesant sur la sécurité des secteurs agricole et agroalimentaire, le Président Biden signe un mémorandum

Le 10 novembre, le Président Biden a signé un [mémorandum](#) de sécurité nationale visant à renforcer la sécurité et la résilience agricoles et agroalimentaires des États-Unis selon [trois grands axes](#):

- « Identifier et évaluer les menaces les plus graves », ce qui comprend une redéfinition des menaces, une attention portée sur les

cyberattaques et sur les conséquences de la crise climatique, ainsi qu'une meilleure information des parties prenantes sur les menaces;

- « Renforcer les partenariats pour améliorer la résilience de la main-d'œuvre », y compris par la promotion et le développement de formations;
- « Améliorer la préparation et la réponse » aux menaces, notamment par l'augmentation de la réserve nationale de

produits vétérinaires et le renforcement de la capacité de réponse aux maladies touchant les plantes.

Le mémorandum accorde notamment 180 jours au ministre de l'Agriculture et à celui de la Santé et des Services humains pour évaluer les vulnérabilités des secteurs agricole et agroalimentaire. À partir de cette évaluation, les ministres auront à nouveau 180 jours pour soumettre au Président une stratégie et un plan d'action de réduction des risques.

La rédaction de ce mémorandum survient alors que l'industrie agricole apparaît de plus en plus exposée aux risques de cyberattaques, en particulier russes. En 2021, une usine américaine de JBS et une coopérative céréalière de l'Iowa avaient été victimes de cyberattaques contre rançons.

10. L'USDA annonce de nouvelles initiatives pour répondre aux défis climatiques lors de la COP27

Dans le cadre de la COP27 de Charm el-Cheikh en Égypte, le ministre de l'Agriculture, Tom Vilsack, a mis en avant les [réalisations](#) de l'[Agriculture Innovation Mission for Climate](#) (AIM for Climate) depuis son lancement lors de la COP26 et annoncé de nouveaux projets poursuivant les efforts entrepris. Portée par les États-Unis et les Émirats Arabes Unis, l'AIM for Climate est parvenue, en un an, à plus que doubler les investissements dans l'agriculture intelligente face au climat et dans l'innovation dans les systèmes alimentaires pour un montant supérieur à 8 Md\$. Elle a également triplé le nombre d'[innovation sprints](#) et de partenaires pour atteindre respectivement 30 *sprints* et 275 partenaires mondiaux. Face à ces performances encourageantes, Tom Vilsack a présenté, le 12 novembre, deux nouvelles contributions de l'USDA à l'AIM for Climate: une première de 5 M\$ en soutien à l'[Enteric Fermentation Research and Development Accelerator](#) pour accélérer les solutions économiquement efficaces de réduction des émissions de méthane entérique, et une seconde également de 5 M\$, pour la création de l'[Efficient Fertilizer Consortium](#) dans le cadre du [Global Fertilizer Challenge](#). **20 M\$** seront aussi destinés à l'initiative [Fertilize Right](#), par laquelle l'USDA travaillera avec les gouvernements et les organisations locales pour améliorer l'efficacité

des engrais. En outre, Tom Vilsack a annoncé 300 M\$ d'investissements dans des projets pilotes pour étendre les marchés des produits intelligents face au climat, ainsi que le lancement de la plateforme en ligne «Climate Innovation Hub» pour la collaboration internationale en matière de projets climatiques. Cette plateforme doit notamment faciliter le partage d'idées et de recherches, ainsi que l'identification et la réponse aux besoins de financement des projets.

Brèves

- Le 4 novembre, l'[Interagency Food Safety Analytics Collaboration's](#) (IFSAC) a publié son [rapport](#) annuel de 2020 sur les maladies d'origine alimentaire aux États-Unis. Plus de 75% des contaminations aux salmonelles seraient attribuées à sept catégories d'aliments: poulet, fruits, porc, légumes à graines, bœuf, dinde, autres. Par ailleurs, plus de 80% de celles à la bactérie *E. Coli* O157 seraient liées à des cultures légumières en rang (comme les légumes-feuilles) et au bœuf. Enfin, plus de 75% des contaminations à la *Listeria monocytogenes* seraient dues à la consommation de produits laitiers, de fruits et de cultures légumières en rang.
- Le 9 novembre, l'[International Food Policy Research Institute](#) a publié une [analyse](#) sur l'impact des sanctions imposées contre la Russie et la Biélorussie, à la suite de l'invasion russe en Ukraine, sur les exportations de produits agricoles et d'engrais. Les données indiquent une baisse des exportations russes de blé de 11% entre janvier et août 2022, ainsi que des baisses de 63% et 50% des importations, respectivement d'ammoniac anhydre en provenance de Russie et de potasse en provenance de Biélorussie.
- Le 10 novembre, le [Food and Nutrition Service](#) (FNS) de l'USDA a lancé une [initiative](#) de 50 M\$ de financement, visant à renforcer sa collaboration avec le secteur de l'alimentation scolaire pour des repas scolaires plus «nutritifs» et «appétissants». Ce lancement marque le début de la seconde phase du [Healthy Meals Incentives Initiative](#) du FNS, dotée au total de 100 M\$.

Numérique et Innovation

11. Les cadres dirigeants de Twitter démissionnent, dans le contexte de l'ultimatum d'Elon Musk aux employés, tandis que le Congrès et la FTC haussent le ton

La semaine dernière, un grand nombre de cadres dirigeants ont quitté l'entreprise Twitter à l'instar de Yoel Roth, responsable de la confiance et de la sécurité; Damien Kieran, responsable de la protection des données personnelles; Lea Kissner, responsable de la sécurité de l'information; Marianne Fogarty, responsable de la conformité; ou encore la Senior VP pour la finance, Julianna Hayes.

Par ailleurs, le 16 novembre, Elon Musk a posé un ultimatum aux employés de Twitter dans un e-mail: engagez-vous dans une culture «hardcore» sur Twitter ou partez avec trois mois d'indemnité de départ. Le Washington Post rapporte ainsi que Musk aurait demandé aux employés de Twitter de signer un formulaire en ligne avant 17h jeudi, s'engageant à «de longues heures à haute intensité». L'e-mail de Musk décrit un «Twitter 2.0» qui sera piloté par des ingénieurs jouant un rôle plus important au sein de l'entreprise. L'e-mail est arrivé à peine une semaine après la première rencontre de Musk avec les employés de Twitter et deux semaines après la décision de licenciements massifs, réduisant ainsi environ la moitié de la main-d'œuvre mondiale de Twitter. «Ce qui fonctionne chez SpaceX et Tesla, ce sont les gens qui sont au bureau et qui sont hardcore», a déclaré Musk lors de sa première rencontre avec les employés de Twitter après la vague de licenciement.

Dans le même temps, l'entreprise accumule les difficultés en matière de génération de revenus publicitaires: GroupM, qui fait partie de WPP, la plus grande société de publicité au monde – et le plus gros acheteur de publicité de Twitter – aurait annoncé à ses clients que l'achat de publicités sur la plateforme est «à haut risque». Cette annonce intervient après les recommandations formulées par IPG et Omnicom Media Group de suspendre les publicités sur la plateforme.

Dans ce contexte, les régulateurs de Washington prennent des positions fermes à l'égard de l'entreprise. Ainsi, Le sénateur Ed Markey (D-MA) a déclaré à Elon Musk: «Réparez vos entreprises. Ou le Congrès le fera», après que Musk ait répondu de manière sarcastique aux préoccupations du sénateur concernant les faux comptes vérifiés sur Twitter et a suggéré que le vrai compte de Markey «ressemble à une parodie». Les inquiétudes du

sénateur concernant l'usurpation d'identité sur Twitter ne sont pas sans fondement. En effet, une vague de faux comptes vérifiés se faisant passer pour des utilisateurs VIP a inondé la plateforme. Enfin, un porte-parole de la Federal Trade Commission (FTC) a déclaré: «Nous suivons les développements récents sur Twitter avec une profonde inquiétude», ajoutant qu'«aucun PDG ou entreprise n'est au-dessus de la loi, et les entreprises doivent suivre nos ordonnances». La prise de position publique de la FTC est inhabituelle de la part d'un régulateur qui publie rarement des déclarations avant les mesures d'exécution.

Twitter fait actuellement l'objet de deux ordonnances de la FTC concernant des violations passées de la sécurité et de la confidentialité des données des utilisateurs. Elle a été condamnée à une amende de 150 M\$ en mai pour avoir enfreint son ordonnance de 2011.

12. Une coalition de 40 États fédérés obtient un règlement à l'amiable historique contre Google en matière de données de localisation

Le 14 novembre, une coalition de 40 procureurs généraux d'États fédérés ont annoncé un accord à l'amiable historique de 391,5M\$ avec Google concernant ses pratiques en matière de données de localisation. L'accord à l'amiable, dont les négociations ont été menées par le procureur général de l'Oregon (Ellen Rosenblum) et du Nebraska (Doug Peterson), est le plus important sur la protection de la vie privée des consommateurs jamais mené par des procureurs d'États fédérés. L'accord à l'amiable indique que Google a induit ses utilisateurs en erreur en leur faisant croire qu'ils avaient désactivé le suivi de la localisation dans les paramètres de leur compte, alors qu'en fait, Google avait continué à collecter leurs informations de localisation. Google a accepté d'améliorer considérablement ses divulgations de suivi de localisation à partir de 2023.

Les données de localisation sont un élément clé de l'activité de publicité numérique de Google. Google utilise les données personnelles et comportementales qu'il collecte pour créer des profils d'utilisateurs détaillés et cibler les annonces. Les données de localisation comptent parmi les informations personnelles les plus sensibles et les plus précieuses que Google collecte. Même une quantité limitée de données de localisation peut révéler l'identité et les routines d'une personne et peut être utilisée pour déduire des détails personnels. Les procureurs généraux ont ouvert

leur enquête contre Google à la suite d'un article de l'Associated Press de 2018 qui a révélé que Google « enregistre vos mouvements même lorsque vous lui dites explicitement de ne pas le faire ». L'article s'est concentré sur deux paramètres de compte Google : l'historique des positions et l'activité sur le Web et les applications. L'historique des positions est « désactivé à moins qu'un utilisateur n'active le paramètre, mais l'activité sur le Web et les applications, un paramètre de compte distinct, est automatiquement « activé » lorsque les utilisateurs configurent un compte Google, y compris tous les utilisateurs Android. Les procureurs généraux ont constaté que Google avait enfreint les lois étatiques sur la protection des consommateurs en trompant les consommateurs sur ses pratiques de suivi de la localisation depuis au moins 2014. Plus précisément, Google a induit ses utilisateurs en erreur quant à la mesure dans laquelle ils pouvaient limiter le suivi de leur localisation par Google en ajustant les paramètres de leur compte et de leur appareil.

Brèves

- Le 16 novembre, le Meta Oversight Board a annulé une décision de modération de Facebook concernant un message comparant des soldats russes à des nazis, affirmant que Meta devrait faire particulièrement attention à la modération lors d'une « intervention militaire illégale ». Le post initialement retiré par Facebook montre une image d'une personne tuée à Bucha, en Ukraine, associée à un texte russe disant que l'armée russe « est devenue fasciste ».
- Dans une lettre du 15 novembre, une coalition de petites entreprises exhorte les dirigeants du

Congrès à donner la priorité absolue à un projet de loi antitrust ciblant les grandes entreprises numériques lors de la période précédant la prise de fonction du nouveau Congrès.

- Le 15 novembre, le directeur du FBI Chris Wray a déclaré que les opérations américaines de la société chinoise TikTok soulèvent des problèmes de sécurité nationale, signalant le risque que le gouvernement chinois puisse exploiter l'application de partage de vidéos pour influencer les utilisateurs ou contrôler leurs appareils. Selon lui, les risques incluent « la possibilité que le gouvernement chinois utilise TikTok pour contrôler la collecte de données sur des millions d'utilisateurs ou contrôler l'algorithme de recommandation, qui pourrait être utilisé pour des opérations d'influence ».
- Le 10 novembre, la Federal Trade Commission a [publié](#) une déclaration qui rétablit la politique de l'agence consistant à appliquer rigoureusement l'interdiction fédérale des méthodes de concurrence déloyale. La FTC estime que ces dernières années, l'agence n'a pas toujours assumé cette responsabilité de manière cohérente. Ainsi, la politique précédente de la FTC limitait son analyse à un ensemble plus restreint de circonstances, ce qui rendait plus difficile pour l'agence de contester l'ensemble des comportements anticoncurrentiels sur le marché. La déclaration du 10 novembre supprime cette restriction et déclare l'intention de l'agence d'exercer son plein pouvoir juridique contre les entreprises qui utilisent des tactiques déloyales pour obtenir un avantage au lieu de se faire concurrence.

Santé

13. Les entreprises et les représentants des consommateurs appellent à maintenir les dispositions encourageant la télémédecine

Une [lettre](#) adressée aux dirigeants du Congrès et rédigée par des représentants d'employeurs, d'association de patients, de compagnies de soins, de groupes de consommateurs, des entreprises pharmaceutiques, appelle à une extension pour les employeurs et les plans de santé de l'autorisation de proposer des services de télémédecine sans avance de frais pour leurs employés pour les plans d'épargne santé éligible. Selon le regroupement cette provision votée en mars 2020 dans le cadre

du [Coronavirus Aid relief and Economic Security Act](#) aurait permis à de nombreux employeurs d'offrir des soins de télémédecine moins coûteux pendant la pandémie, notamment pour les soins de santé mentale. Un soutien bipartisan d'une partie de la Chambre et du Sénat serait possible selon les signataires de cette lettre.

Brèves

- Amazon a [annoncé](#) le 15 novembre, la création de sa clinique virtuelle *Amazon Clinic*. Cette entité opérera dans 32 États et pourra délivrer des soins en téléconsultations pour 20 pathologies courantes dont les allergies,

l'acné ou la perte de cheveux. Amazon Clinic est un système de messagerie, qui permet aux patients de sélectionner et d'être en contact avec des fournisseurs de soins de télémédecine, répertoriés dans l'application pour obtenir ainsi une consultation et une prescription rapide et abordable. Amazon Clinic ne prend pas en charge les assurances et le patient paiera l'intégralité des consultations.

- Dans le cadre de la crise des opioïdes, *Walmart* – à l'instar de *Walgreens* et *CVS* – [a déclaré](#) accepter la proposition formulée par les gouvernements fédéraux, fédérés, locaux et tribaux de mettre fin à l'ensemble des poursuites judiciaires à son encontre en échange d'un règlement de 3 Md\$. Walmart réfute son implication dans cette crise.
- La FDA a [annoncé](#) étudier la possibilité de permettre à certains produits contenant de la

naloxone, utilisés contre la dépendance aux opioïdes, à être vendus sans ordonnance.

- 11 sénateurs démocrates ont écrit une [lettre](#) au Secrétaire général du *Health and Human Services (HHS)* et au directeur des Centres pour Medicaid et Medicare afin de les sensibiliser à la protection des patients concernant la pratique de publicité mensongère et de publicité agressive par les assurances privées et publiques dans le cadre du *Medicare Advantage Program*. Cette lettre fait suite à une [enquête](#) ouverte à l'été sur les pratiques mensongères par le Comité de Finance du Sénat. Le groupe de sénateurs demande à ce des réglementations et des « guidance » soient mises en place rapidement pour protéger les patients.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDET, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

[S'Inscrire](#)